

histoire
politique
société

le débat

Dictature de l'image ?

Régis Debray, Marc Fumaroli

Le droit et l'histoire

Jacques Krynen, Pierre Legendre, Niklas Luhman,
Marie-France Renoux-Zagamé, Michael Stolleis
Yan Thomas, Michel Troper

Alain Guéry : L'Œuvre royale

Le pouvoir du droit

Pierre Avril, Pierre Bouretz, Olivier Cayla, Jacques Lenoble,
Philippe Raynaud

Jean-Fabien Spitz : Corruption et liberté

numéro **74** mars-avril 1993

Gallimard

Dictature de l'image ? *Régis Debray, Marc Fumaroli* : un échange.

LE DROIT ET L'HISTOIRE

Yan Thomas : L'institution civile de la cité.

Jacques Krynen : L'encombrante figure du légiste. Remarques sur la fonction du droit romain dans la genèse de l'État.

Marie-France Renoux-Zagamé : Domat : du jugement de Dieu à l'esprit des lois.

Michael Stolleis : Droit naturel et théorie générale de l'État dans l'Allemagne du XIX^e siècle.

Michel Troper : Sur la théorie juridique de l'État.

Niklas Luhmann : La troisième question. Le droit, l'histoire du droit et le recours au paradoxe.

Ce que nous appelons le droit. Entretien avec *Pierre Legendre*.

Alain Guéry : L'Œuvre royale. Du roi magicien au roi technicien.

LE POUVOIR DU DROIT

Philippe Raynaud : Le juge et la communauté.

Pierre Avril : Le juge et le représentant.

Pierre Bouretz : Progrès du droit.

Olivier Cayla : Les deux figures du juge.

Jacques Lenoble : Le juge et la modernité.

Jean-Fabien Spitz : Corruption, obligation et liberté civile.

LE DÉBAT DU DÉBAT

Michel Louis Lévy.

Dictature de l'image ?

Régis Debray, Marc Fumaroli : un échange

Comment ne pas demander à Régis Debray, en fonction de la Vie et mort de l'image qu'il vient de publier, son sentiment sur l'illustration des pouvoirs de l'image que représente l'actuelle consécration de la politique humanitaire ? Comment ne pas interroger Marc Fumaroli, en fonction du démontage de L'État culturel auquel il s'est récemment livré, sur le déplacement spectaculaire qui nous mène vers un « État humanitaire » ? Comment ne pas faire se croiser et discuter le théoricien de l'image en quête d'une histoire de son objet et l'historien de l'imagination soucieux du destin de son objet au présent ? Toutes bonnes raisons pour une rencontre dont voici le résultat.

De l'État culturel à l'État humanitaire

Le Débat. – Marc Fumaroli, vous avez publié l'année dernière *L'État culturel* que nous avons longuement discuté dans les colonnes du *Débat*, comme il le méritait (n° 70). Les derniers développements obligent à se demander si le phénomène que vous avez analysé et critiqué n'était pas déjà dépassé, en fait, au moment où vous le saisissiez. *L'État culturel* n'aura-t-il pas été, en fin de compte, un phénomène typique des années quatre-vingt – un phénomène dont les racines remontent plus loin, certes, avec Malraux, mais qui se sera épanoui dans les « années Lang ». Un phénomène en passe de devenir obsolète avec la montée en puissance, au cours des années quatre-vingt-dix, de son successeur, l'État humanitaire ? Quel est votre sentiment à l'égard de ce glissement ou de cette relève ?

Marc Fumaroli. – Comment serait-on surpris ? L'État culturel a préparé progressivement l'émergence de l'État humanitaire. La « culture » rock avait montré aux politiciens le chemin dans la publicité au grand cœur. Les deux phénomènes déploient le même nuage de fumée excitante et aveuglante devant les vrais enjeux moraux et politiques. De l'une à l'autre phase, il est vrai, le point d'appui passionnel et illusoire s'est déplacé. L'État culturel invoquait en France le point d'honneur national, il promettait la distribution égalitaire du « trésor culturel » grâce aux « moyens de communications de masse ». L'État humanitaire invoque maintenant la conscience morale universelle et propose une participation non moins égalitaire, par les mêmes moyens, à un trésor « atlantique » d'indignation et de compassion. À la religion-spectacle française de la culture succède la religion-spectacle « mondiale » de la pitié. On a franchi un seuil, mais on a affaire au même complexe évolutif de démocratie tardive, que M. Debray qualifierait, je crois, de « césarisme médiatique ». L'État culturel français, par ses origines dans la défaite de 1940 et dans les derniers soubresauts de l'Empire colonial, avait une couleur nationale encore très perceptible. Elle s'est beaucoup affadie et délavée dans l'État humanitaire. Celui-ci, en France, a beaucoup de mal à conserver son identité propre dans une mondialisation qui, pour le moment, a l'Amérique pour moteur. Qu'y a-t-il de commun entre les deux phénomènes ? Du camouflage politique. On voit bien rétrospectivement ce que voilait et compensait le « projet culturel ». On

Cet article est paru en mars-avril 1993 dans le n°74 du *Débat* (pp. 3-21).

Régis Debray
 Marc Fumaroli
 Dictature de l'image?

sait encore très confusément ce que cache et compense cette poussée en France de l'humanitaire. Du moins voit-on qu'elle s'accompagne de scepticisme et même de nihilisme vis-à-vis de la nation et de l'Europe. Le seul acte de foi que ces deux styles successifs supposent s'adresse à un « progrès des Lumières » réduit aux techniques d'information et de communication. Culturel et humanitaire tendent l'un et l'autre à substituer au citoyen le consommateur « informé », tantôt comblé de « biens culturels » au point de se croire emporté par « l'aventure de la création », tantôt gorgé d'émotions et d'affects, au point de se croire associé à une grande croisade du cœur. C'est ce que les sondages nous apprennent du public. Mais la distance de l'ironie, la perception des vrais enjeux mettent-elles les politiques eux-mêmes à l'abri ? Ou bien sont-ils plus ou moins piégés comme le public ? Ni la droite ni la gauche françaises ne sont indemnes de ce dernier soupçon. Une certaine droite économiste compte volontiers sur la puissance mobilisatrice, dans l'instant, des « coups » culturels comme des « coups » humanitaires ; ceux-ci ont l'effet de campagnes publicitaires massives, qui « font l'événement » politique, même si cet événement est sans contenu et sans effet durable. C'est une habitude commerciale transportée dans la politique. À gauche, depuis qu'on s'est réveillé du beau rêve de l'égalité par la révolution, on croit ou on feint de croire que le socialisme réel peut être construit sur la base de la consommation de masse, moyennant un « volant social » qui corrige les effets pervers du marché. La redistribution culturelle et la communion autour de causes humanitaires forment le résidu idéologique de la gauche.

Tout le monde, ou presque, est ainsi satisfait. Mais ce sont des satisfactions illusoirs. Le prix à payer est certainement l'intelligence politique, voire économique. La notion d'« image » résume assez bien le déplacement de celle-ci. On parle de « civilisation des images » pour décrire la frivolité visuelle organisée et subventionnée. On parle d'« erreur d'image » pour décrire une faute de jugement politique ou économique. On a beau s'apercevoir après coup que même les « succès d'image » ont dupé et aveuglé ceux-là mêmes qui les ont si bien mis en scène, ou encore que les triomphes culturels révèlent à la longue un dramatique reflux de la lecture, de la réflexion, de la langue. L'« image » fascine et on s'y cramponne. C'est ce qui tient lieu de réalité.

Comme tout en France se projette sur le grand écran de l'État, nous avons successivement assisté à deux parasitages, celui de l'Éducation nationale par la Culture, puis celui des Affaires étrangères et de la Défense nationale par l'Humanitaire. Deux des missions traditionnelles de l'État, et les plus vitales, sont apparemment transférées à des ensembles flous, dont l'orientation est insaisissable et dont les métamorphoses sont aussi rapides que contradictoires.

Les évolutions politiques, économiques, depuis la chute de l'U.R.S.S, le retour paradoxal à un fonds européen traditionnel et oublié, sont noyées ou niées dans un flux d'images « interactives » sur lesquelles nous sommes invités à jouer spasmodiquement sur nos écrans vidéo, comme les nouveaux jeux guerriers Nintendo, si bien nommés. Sauf que, comme dans le jeu du Chinois qui amusait le XVIII^e siècle, les salves que l'on tire distraitement sur cet écran tuent vraiment quelquefois. Non, ni l'esprit, ni le cœur, ni la mémoire ne sont faits en Europe pour ce régime d'illusion qui n'est ni de notre invention ni de notre intérêt.

R. D. – Le coup d'œil du clinicien est sûr. Je divergerais seulement sur les causes épisodiques. La culture publicitaire et la publicité humanitaire ne me semblent nullement « un résidu idéologique de la gauche », mais la petite monnaie de l'abandon par la gauche de son idéologie. Elles font l'une et l'autre partie du « protocole compassionnel » d'une agonie, et je ne sais pas que Jaurès ait eu à voir avec Baden-Powell, tout contemporains qu'ils aient été. Laissons la gauche hors de ce débat. Illusions compensatoires, satisfactions substitutives, oui. Simplement, je remonterais un peu plus haut, ou descendrais

beaucoup plus bas, vers les conditions matérielles qui ont donné quelque réalité à ces trompe-l'œil. Je me demande si un changement dans la nature des signes du pouvoir ne permet pas d'éclairer une mutation générale de l'État et des hiérarchies gouvernementales. Le support imprimé avait produit l'État scolaire, le support audiovisuel a produit l'État publicitaire. En ce sens, l'humanitaire est à la diplomatie ce que la culture est à l'Instruction publique. On voit dans les deux cas le petit cousin s'émanciper et devenir chef de famille. La direction des Beaux-Arts, puis le secrétariat d'État aux Beaux-Arts étaient naguère rattachés à l'Instruction publique, puis à l'Éducation nationale, et le service annexe devient, en 1958, ministère de plein exercice, avec Malraux. Trente ans plus tard, un petit secrétariat d'État aux Affaires humanitaires auprès du ministre d'État des Affaires étrangères s'en détache, prend son vol et bientôt donne le *la*. Autre parallèle, celui des paradoxes. La République étant destinée à libérer la création artistique des censures et des contrôles de type monarchique ou autoritaire, pourquoi une administration spécialisée ? De même, si l'humanitaire a pour moteur des sentiments d'ordre privé comme la compassion, pourquoi l'État, qui est par nature l'instance de l'intérêt et du calcul, doit-il prendre en charge ce qui ne relève pas de son ordre propre ? Sans verser dans le mythe du monstre froid, l'État comme acteur international a vocation à défendre l'intérêt national, et chacun sait que cette logique contraignante ne peut obéir à des raisons universalisables de type kantien. Elle impose des choix qui ne relèvent pas du sentiment, sans être pour autant indignes, et je ne vois pas par quel miracle prendrait fin soudainement l'immémorial jeu de la puissance dans la jungle des États et s'intégrerait dans les relations internationales le régime de la tendresse et du bon cœur.

Ces paradoxes ont peut-être aussi une cause technique. L'État, certes, a toujours fait sa publicité. Mais, pour la première fois, la publicité de l'État paraît être l'essentiel de son action. Cela se voit à l'emploi du temps d'un ministre qui, compte tenu du cumul des mandats, s'occupe au mieux deux jours sur sept de son ministère, le reste étant consacré à ses mandats locaux et à sa sacrosainte communication. Cela se voit dans la transformation de la maison du Président, où le modeste « service de presse » de l'Élysée, sous un comble lointain, promu « cellule de communication », devient le centre et l'âme du Palais. Les organigrammes de tous les ministères le montrent : c'est le sommet de l'état-major politique qui prend en charge les *publics relations*, publicité qui n'a plus une fonction d'illustration mais de structuration de l'action en cours. Demandons-nous si le culturel comme l'humanitaire, auxquels il faudrait ajouter l'écologie, ne sont pas les meilleurs moyens qu'a l'État de produire aujourd'hui des images, des récits et donc des événements. L'Instruction publique en tant que telle n'en produit pas. Un ministre de l'Éducation ne tire pas un grand avantage à dire qu'on va enseigner le latin en 4^e ou les équations du second degré en terminale. Effet d'annonce limité. La conduite d'une diplomatie, de même, ne fait pas plus image qu'un monsieur derrière son bureau qui lit des télégrammes, les annote en marge, les remet dans sa corbeille, d'où ils atterrissent sur des directions géographiques, c'est-à-dire d'autres bureaux, qui les réexpédient après filtrage aux ambassadeurs. Un bon ministre des Affaires étrangères voyage peu, mais lit et écrit beaucoup. Il passe des heures sur le choix d'un mot dans un communiqué. Bref, l'État, c'est ennuyeux. Quand la machine tourne bien, elle ne fait pas de bruit. Or, avec la télévision, l'État s'est retrouvé dans l'obligation de faire image. Il était professeur, il devient animateur. Le chef de l'État est à la fois présentateur et directeur d'une chaîne de télévision publique, soumise à l'Audimat, et, ce qui ne manque pas de drôlerie, sans canal hertzien à disposition. Il a un problème d'audience, il lui faut occuper le terrain. Comment ? Avec des voyages, des émotions, des récits, des mythes d'identification, des symboles visuels. Un ministre chargé de l'humanitaire, avec son avion plein de journalistes et de caméras, a l'avantage de faire voyager les Français *via* le petit écran.

Régis Debray
 Marc Fumaroli
 Dictature de l'image?

C'est l'exotisme du décor avec la familiarité du geste. Sans entrer dans l'analyse de fond – tout a été dit sur le peu de consistance historique du droit d'ingérence, nouvel habillage du droit du fort sur le faible (la Somalie, oui, le Tibet, non) –, on peut remarquer que la fonction paradoxale du médiatique consiste à maintenir chez les « télélecteurs » l'illusion politique. Quasi privé de marge de manœuvre et d'initiative, notamment par la dilution européenne des responsabilités, l'État fait les pieds au mur par personnes interposées, et cette gesticulation console les Français. Elle permet de leur dissimuler la disparition de la capacité politique et, accessoirement, l'effacement de la France sur la carte du monde.

M. F. – Ajoutons que ce phénomène de dépendance du politique par rapport au médiatique est particulièrement développé en France. Soyons justes : il est apparu dès la fin du siècle dernier aux États-Unis, avec l'empire de presse Hearst. Il s'agissait alors d'imprimé, les images jouaient un rôle secondaire. Ce tonnerre médiatique, amplifié depuis à l'échelle mondiale, a admirablement servi et sert toujours la montée en puissance des États-Unis. On voit bien là que, graphosphère ou vidéosphère, les étapes techniques importent moins que l'essence du phénomène : les manipulateurs d'un imaginaire de masse ont appris avec des moyens de plus en plus diversifiés à conduire et même à créer l'événement, à faire de l'histoire-fiction au jour le jour. Plus récemment, comme l'a montré Allan Bloom, même les claires éducatives de la société américaine ont été envahies par cette fantasmagorie dont dépendait depuis longtemps la vie politique du pays. Cela a commencé avec la guerre du Vietnam, et aujourd'hui cela s'appelle *political correctness*. En d'autres termes, l'alignement de l'éducation sur le manichéisme des feuilletons télévisés et des *reality-shows*. Mais même dans la politique américaine, les choses évoluent. Longtemps les rôles ont été bien distincts : d'un côté les élus, de l'autre les vedettes des médias et du *show business*. Maintenant la dépendance tend à devenir confusion. Reagan était un acteur professionnel de cinéma. Le plus récent Président élu et sa femme ont été métamorphosés en quelques semaines pour ressembler à des stéréotypes de vidéo-clips. Tout cela va ou semble aller dans le sens de cette fameuse vitalité juvénile dont les Américains ne se départissent jamais. En Europe, s'il est vrai que la famille royale anglaise est atteinte, le gouvernement de M. Major ne l'est pas, et celui de M. Kohi non plus. Pourquoi le gouvernement français est-il si riche en personnages « médiatiques » ? Cela avait commencé avec Malraux qui, je vous l'accorde, était d'une autre stature que nos ministres « branchés ». Mais le parasitage du politique par le médiatique a atteint ici et maintenant une ampleur qui peut surprendre et attrister même nos amis américains. Aux États-Unis, la « République impériale » semble s'en accommoder et même en profiter. La République française, qui n'a plus rien d'impérial, y trouve-t-elle son compte ? On est en droit d'en douter sérieusement. L'argumentation abstraite selon laquelle la « vidéosphère » est la résultante inévitable d'un certain état des techniques dans leur rapport avec la symbolique du pouvoir change donc de poids et de sens selon les lieux et les contextes nationaux. Ce qui, en Amérique, sert la volonté de puissance collective ici lui sert d'exutoire fallacieux. En France, l'État culturel a couvert le deuil des années quarante-quarante-cinq et la retraite d'Afrique du Nord. L'État humanitaire couvre désormais le deuil de notre « rôle mondial ». Ce sont des calmants, voire des drogues hallucinogènes, et non pas des excitants comme outre-Atlantique. Le roman culturel, comme le roman humanitaire, deux romans audiovisuels, nous écartent aussi de notre réalité proprement européenne et de la stratégie qu'elle devrait nous suggérer.

R. D. – L'exagération française du phénomène n'est peut-être qu'une illusion d'optique. L'abaissement médiatique de l'État nous semble plus fort ici parce qu'il était plus haut, plus central et plus centralisé que dans les pays comparables. Ajoutons-y le vieux surdimensionnement du théâtre politique, l'emphase représentative du pouvoir, la place exceptionnelle de l'exécutif et son goût de la

montre : tout cela prédisposait à dramatiser le parasitage médiatique, à le rendre plus voyant. Mais sur le fond, la normalisation américaine de l'exception française tient sa démesure, je crois, du fait que la France incarnait jusqu'à hier un modèle alternatif de démocratie, qui s'appelait la république, seul modèle à prétention universelle avec celui de *La Démocratie en Amérique*. Vous avez remarqué qu'à un moment où l'on fait commémoration de tout, le deux centième anniversaire de la République est passé à la trappe. Tant elle a honte d'elle-même. Quand on a, comme les États-Unis, la puissance réelle et, de surcroît, la garantie de l'élection divine, on a moins besoin de simulacres. Quant à l'« argumentation abstraite », elle est inhérente à toute démarche qui entend, comme le fait la médiologie, dégager une logique, des structures ou des lois d'évolution. Je vous concède que l'anthropologie n'a jamais dispensé de faire de l'histoire, elle propose simplement des modèles de transformation. Comme la notion de « pensée sauvage » ou de « mentalité primitive », celle de vidéosphère se situe sur une autre échelle d'analyse, qui n'empêche pas l'ethnographie mais, au contraire, peut l'éclairer.

M. F. – Un dernier trait, si vous le permettez, à ce portrait de la France. L'État culturel peut se réclamer, non sans ridicule anachronisme, d'une tradition d'Ancien Régime. L'État humanitaire révèle un alignement beaucoup plus évident, et presque avoué, sur le modèle américain. L'humanitarisme est un ingrédient classique de la politique étrangère américaine. Ce drapé obligatoire n'est pas insincère là-bas et, de surcroît, il n'oblitére pas les calculs et les principes à long terme d'une administration plus fidèle à elle-même qu'on ne le croit souvent. De même, le volume et la puissance des médias américains sont un paramètre tellement entré dans les mœurs et depuis si longtemps que la classe politique, dans son microcosme washingtonien, et le gros des intellectuels, dans leurs oasis universitaires, sont aussi peu préparés à le critiquer qu'ils ne le font des tornades ou des caprices d'un climat éprouvant. Bloom a été l'un des rares à s'émouvoir. McLuhan a, voici longtemps, annoncé aux hommes d'affaires américains la victoire de ce que vous appelez la vidéosphère sur ce que vous appelez la graphosphère et qu'il nommait, lui, galaxie Gutenberg. À l'époque, cela lui a rapporté beaucoup de dollars en discours et banquets, mais l'Amérique sérieuse n'en a pas été épatée. En revanche, ni l'humanitarisme ni la médiatisation qui y trouve sa pâture ne sont chez eux dans un pays de vieille expérience et de taille modeste comme le nôtre. La vidéosphère mondiale élevée au rang de seuil historique, voire ontologique pour toute l'humanité, n'est-ce pas une vue métaphysique et aveuglante des choses ? N'ajoutons pas au roman culturel et humanitaire un métalangage qui les canonise. Avec un peu de sobriété, de réalisme et d'humour partagé, nous pourrions, ici, avec nos propres moyens qui sont très honorables, nous situer dans le paysage réel et même nous imposer comme un recours. Derrière l'État culturel, derrière l'État humanitaire, mais aussi derrière une excessive théorisation de ces embardées de notre conscience publique, je devine l'illusion tenace de l'ex-grande Nation qui, faute de se connaître, s'identifie en cachette à la grande sœur d'outre-Atlantique ou s'imagine la penser à sa place.

R. D. – « Les vues générales, disait Auguste Comte, sont liées aux sentiments généreux. » Je pêche sans doute par excès de sentimentalité, mais il faut bien systématiser un peu pour échapper à ce que le même Auguste Comte appelait la « spécialisation dispersive ». C'est le rôle du philosophe. Un concept n'est pas un métalangage gratuit, c'est l'unité invisible d'une pluralité visible ; la pince du crabe (*Begriff*) qui ramasse, embrasse et du coup malmène un peu ses prises. Détachée de son socle conceptuel et historique, celui que le *Cours de médiologie générale* a tenté de lui donner, la « vidéosphère » ressemble à un néologisme gadget. La notion tire son sens du contexte, des articulations antérieures et, d'abord, de la notion de « médiasphère ». Mais j'arrête là ces pédanteries, de crainte d'aggraver mon cas, pour en revenir à nos points d'accord, avec une nuance. Nos romans familiaux ne sont pas gratuits.

Régis Debray
 Marc Fumaroli
 Dictature de l'image?

L'humanitaire me semble pour nous une façon élégante de recoloniser. N'oublions pas que Léopold II, roi de Belgique, a annexé et construit le Congo belge parce qu'il fallait supprimer l'esclavage et éradiquer la malaria : l'humanitarisme n'a pas été absent de la première colonisation. Il joue sa partition à présent dans le réarmement moral d'un Occident qui se pense de nouveau comme le camp du bien. Il y a donc ici-bas des soldats prédestinés du bien, *via* les droits de l'homme et la démocratie et, en face, des ignares ou des sauvages. Ce qui donne un certain lien entre, disons, Rambo dans son F 16 et les dames patronnesses sur le terrain. Le mot est trop péjoratif, bien sûr. Nos volontaires et nos médecins jouent un rôle on ne peut plus respectable. Ils seraient sans doute les premiers à protester contre une intention colonisatrice explicite, mais existait-elle vraiment au XIX^e siècle ? La nouveauté, c'est qu'alors la philanthropie était privée. Et que l'Occidental n'adhère plus vraiment à ses mythes rédempteurs.

M. F. – C'était au XIX^e siècle un phénomène d'ordre plutôt privé, vous venez de le dire, et si les entreprises coloniales se sont un peu couvertes de principes humanitaires, cette couverture était tout de même secondaire.

R. D. – Mais importante aux yeux de l'opinion publique, sensible à ce côté du projet – moderniser les arriérés, civiliser la sauvagerie – qui passait par l'infirmerie, le vaccin, la léproserie...

M. F. – La « mission civilisatrice » des colonisateurs européens ne se donnait pas essentiellement pour une « mission humanitaire ». Le XIX^e siècle a inventé la Croix-Rouge, mais c'était un organisme privé. Albert Schweitzer n'est apparu qu'en 1950, à minuit. Aujourd'hui, on voudrait identifier l'O.N.U., appuyé sur le bras séculier des armées de l'Alliance atlantique, à la Croix-Rouge. Une Croix-Rouge sélective. Cela convient à l'opinion publique américaine. Faut-il que cela nous convienne aussi ? On est en droit de se le demander, sans aller jusqu'à raviver notre propre mauvaise conscience de colonisateurs. J'ignore en quoi les Américains ont foi, mais ils ont du moins foi en l'Amérique. Au XIX^e siècle, les nations colonisatrices ne doutaient pas non plus d'elles-mêmes. Elles croyaient être à la pointe du progrès scientifique, de l'organisation sociale, elles se tenaient pour la tête chercheuse de l'humanité, et les peuples arriérés étaient les wagons qu'il fallait, contre leur gré, rattacher à cette locomotive actionnée par le dieu évolutionniste de l'Histoire. Aujourd'hui, en Europe, on n'a plus cette foi. Les États-Unis non plus, peut-être, mais ils n'en ont cure. Ils ont foi en eux-mêmes et le reste suit comme il peut. L'humanitarisme fait chez eux partie de leur manière d'être, c'est leur illusion vitale. Mais nous autres Européens, et notamment Français, en quoi ce réarmement moral nous concerne-t-il ? C'est un roman de gare dévoré par un blasé. Il faut une dose vigoureuse de cynisme pour pratiquer l'humanitarisme armé. Nous ne l'avons même plus. Nous savons que c'est un jeu fantasmatique. Mais sachons-le sans perdre notre sang-froid.

R. D. – Il est vrai que la philanthropie s'enlevait sur un fond messianique. Nous sommes aujourd'hui dans le temps à la fois sceptique et énérvé de l'urgence, ballottés d'une émotion à l'autre, sans entreprise à long terme. Il n'y a pas de stratégie humanitaire, l'humanitaire est la rançon de la perte des stratégies : c'est ce qui advient à la diplomatie quand on ne sait plus où on va. Vous avez raison de distinguer entre les mythes américains et les nôtres. Malheureusement, en bons colonisés que nous sommes, nous prenons pour nôtres les bonnes causes de la métropole. Les Français ne savent même pas qu'ils ont réintégré l'Alliance atlantique, au moment même où ce traité a perdu tout fondement, avec la disparition de l'U.R.S.S. Partout, les troupes françaises sont sous commandement américain, qu'elles soient engagées dans les théâtres d'opération ou bien de comédies onusiennes. La France n'est plus maîtresse de ses décisions et a accepté le rôle de supplétif. Comme aux beaux temps de la IV^e République.

M. F. – À ce propos, je rappelle que pour moi (qui ai voté et appelé à voter pour l'Europe encore plus que pour le traité de Maastricht) une conscience et une volonté politique européennes sont la seule voie de salut hors du champ magnétique que l'Amérique pour l'instant contrôle encore. Un des arguments les plus souvent invoqués contre ce traité, de la part des nationalistes purs et durs, c'était qu'il nous expose à perdre le contrôle de notre politique étrangère. Or c'est plus évident que jamais aujourd'hui, par le biais de l'humanitarisme médiatique en France même, notre politique étrangère devient fantomatique, une ombre plus ou moins tenue de suivre les desseins humanitaires du département d'État. Puisque nous sommes capables de faire de tels sacrifices de souveraineté, ne vaudrait-il pas mieux les faire ici, avec nos partenaires européens, en coopération étroite avec eux dans notre propre intérêt commun, au lieu de les faire à une puissance qui, en contrepartie, nous offre quoi ? Mickey. Réduits à nous-mêmes, nous sommes tentés de jouer un simple rôle de figurant dans une super-production que l'Amérique met en scène. Si nous voulons échapper quelque peu aux effets de ce que vous appelez abstraitement la vidéosphère, nous devrions consacrer toute notre attention à l'édifice d'une Europe solidaire, autonome et se trouvant la volonté d'une géopolitique propre. Sinon, il faut accepter de n'être plus que des somnambules ou des funambules.

R. D. – Je ne peux pas vous suivre sur ce terrain. L'Europe de Maastricht était un panneau de plus, cette inconsistance libérale fait déjà naufrage. La prétendue coopération politique européenne revient à excuser l'absence de volonté propre par le mauvais vouloir du voisin, et réciproquement. On n'a jamais fait une politique étrangère en commission, à Douze, à l'unanimité. La facilité humanitaire que vous dénoncez est le produit direct de cette addition d'impuissances et de mauvaises fois, puisqu'on ne peut se mettre d'accord, entre Européens, en cas de crise, que sur la distribution de mercurochrome et de lait condensé. La fuite en avant dans l'Europe communautaire aggrave le mal : on se défait sur Bruxelles de ce qu'on n'ose plus affronter chez soi ou au-dehors. L'Europe ne peut se construire qu'à partir d'une, deux ou trois volontés fortes. Quant à la stratégie militaire, Bruxelles, comme la plupart de nos partenaires, s'en remet à la Maison Blanche. Pour Paris qui voudrait bien sauver les formes, la route de Washington passe par Bruxelles : ce n'est pas un hasard si les plus fervents « européens » sont les atlantistes de toujours – démocrates-chrétiens en tête. Le même leurre joue avec les Nations unies, ce notaire dont on veut faire un gendarme. Avant de nous rendre aux volontés des États-Unis, nous exigeons le sceau légal du notaire, qui n'est rien d'autre que le fidéicommissaire des premiers. Tout cela est triste. Si nous revenons au sujet ? Chaque État a eu et aura ses médias, le tout est de les spécifier. La souveraineté de l'audiovisuel a été rendue possible par l'avènement d'un nouveau support matériel, le ruban magnétique, son et image sur la même piste. Cette vidéosphère crée un nouvel espace-temps. Un espace mondialisé d'abord, où l'ubiquité hertzienne donne à la transmission par l'image une force de frappe brève, rapide, mais sidérante. Entre l'image en direct d'un Christ portant un sac de riz sur l'épaule et une analyse écrite des rapports économiques Nord-Sud, il n'y a pas de commune mesure en termes d'efficacité du message. Sans doute se rendra-t-on compte un jour des inconsistances stratégiques et politiques de ce sentimentalisme audiovisuel. Dans l'immédiat, je suis frappé par ses performances, attestées par la popularité de ses principaux protagonistes. Au moment où la vie internationale a atteint un point de cynisme sans précédent, où Clinton, dans le silence général, parle comme d'une évidence de « diriger le monde », ce pour quoi nous ne l'avons pas élu, le pékin de la rue se gargarise de bons sentiments et de « nouvel ordre international ». Jamais la France n'a été aussi près des Pays-Bas ou plutôt de la Suisse (dont l'admirable Croix-Rouge pourrait nous en remontrer). Mais ce devenir helvétique, si j'ose dire, s'accompagne chez nous du sentiment que, « première puissance humanitaire du monde »,

Régis Debray
 Marc Fumaroli
 Dictature de l'image?

selon M. Bérégovoy, nous sommes sur tous les fronts, partout présents, partout hissant le drapeau du droit et du cœur, que les ministres, les missionnaires, les juristes couvrent la planète entière, laquelle a les yeux fixés sur Paris, lieu non plus des Lumières, mais de la générosité universelle... C'est une performance, non ?

M. F. – La position de Régis Debray me semble extrêmement contradictoire. D'un côté, porté par l'analyse de son livre, il est tenté de considérer que, le réel étant le rationnel, cette dévoration du politique par le télévisuel répond à un état de l'évolution technique auquel nous sommes inexorablement soumis ; et, d'autre part, il sépare de ce constat une protestation contre un certain nombre de phénomènes moraux et politiques, comme s'ils étaient d'une nature un peu différente, relevaient d'une autre analyse, dépendaient d'un autre point de vue. Je considère pour ma part qu'il y a une identité de nature entre les deux phénomènes. Peut-être avons-nous déjà traversé l'âge d'or de cette période télévisuelle, et il n'est pas impossible que l'État culturel et l'État humanitaire ne nous apparaissent dans quelques années comme des moments presque supportables, dans la mesure où l'un était encore nimbé de tout un idéalisme littéraire et artistique, l'autre de ce qu'il avait de sentimentalisme dans les droits de l'homme. Mais nous pouvons fort bien nous trouver demain en face d'une autre idéologie, faisant appel à des passions beaucoup moins délavées et utilisant les mêmes moyens selon vous irrésistibles. Car la situation que j'ai décrite et critiquée dans mon livre pour ses traits ridicules, voire néfastes (comme c'est le cas pour l'éducation des jeunes générations), n'était pas insupportable. Il n'y a eu ni sang, ni violence, ni persécutions, et quelles que soient les excès que j'aie pu découvrir dans la politique de Malraux ou de M. Lang, il y a eu pire dans l'histoire, nous avons connu pire dans notre propre histoire. C'est vrai aussi de l'humanitaire. Je suis désolé que la politique étrangère française soit tombée si bas, qu'elle en soit réduite à se laisser dicter une conduite par toutes sortes d'enthousiastes irresponsables, mais malgré tout, nous ne sommes pas dans le tragique. Or cette situation est lourde de possibilités tragiques, c'est la raison pour laquelle il faut l'analyser jusqu'à son fond pour éviter qu'elles ne se réalisent, du moins les voir venir les yeux ouverts.

R. D. – Je crois que nous serions d'accord, vous et moi, pour dire qu'il est urgent de revenir dans l'ordre culturel à l'instruction publique et, dans l'ordre extérieur, de l'humanitaire à la diplomatie. Tout ce que je souhaite, c'est qu'on en finisse avec les parades et les parures...

M. F. – Mais comment peut-on le faire, puisque, dites-vous, la structure de l'espace et du temps a complètement changé, puisqu'on ne peut plus aujourd'hui se conduire, vis-à-vis des jeunes gens comme vis-à-vis des peuples étrangers, qu'en restant fixé sur l'image que l'on projette ? Il y a là quelque chose qui m'intrigue.

R. D. – Mon fatalisme technologique...

M. F. – En contradiction avec votre généreuse indignation.

R. D. – La contradiction est réelle. Couve de Murville serait-il aujourd'hui performant ? Sa cote de popularité serait sans doute au plus bas ; mais il a eu la chance de diriger le Quai d'Orsay sous de Gaulle, à un moment où les ministres n'avaient pas de cote de popularité, où il n'y avait pas de hit-parade ministériel. Tout comme certains d'entre nous ont eu la chance de publier des livres à un moment où il n'y avait pas de liste de best-sellers... Je suis frappé par un fait d'expérience : c'est que les pires ficelles de la communication marchent.

M. F. – Croyez-vous que cela marche toujours si bien ?

R. D. – Je me borne à décrire des configurations, à repérer des avènements, des nouveautés, des modifications des rapports de force. L'intellectuel n'est-il pas celui qui dit ce qui se passe pendant que

ça se passe, quand les autres n'en prennent conscience que bien plus tard ? Le rôle du médiologue est quasi descriptif, sans rien de prophétique. Comme celui du sociologue, qui, au siècle dernier, lui fait pendant.

M. F. – Est-ce à dire que la « vidéosphère » impose fatalement sa loi ?

R. D. – Oui. D'où le malaise dans l'État. L'État, comme machine symbolique, fabrique du code, de la loi, du texte, du règlement. Or nous vivons, depuis la photographie et de plus en plus, dans le « message sans code », selon le mot de Barthes. C'est la fracture indicielle du vieil ordre sémiotique, à savoir que l'objet se dépose sur une pellicule chimique, sous forme d'une empreinte, sans médiation subjective : il n'y a plus ressemblance, mais dépôt. Nous sommes passés de l'icône à l'indice, pour parler comme Peirce. Le cinéma a poursuivi ce mouvement, commencé en 1839, et la télévision parachève cet effet de réalité par l'ubiquité et l'instantanéité de la transmission. Dans ce contexte, si la politique est liée au *logos*, le *logos* disparaît derrière l'affect et la politique se dépolitise. L'État doit, pour rester encore un peu présent, se parer d'images et de récits en direct, d'immédiateté, d'affectivité. Autrement dit, se nier en tant qu'État. Ainsi, il est beaucoup question d'affaires judiciaires dans les médias – tel scandale, tel juge d'instruction, tel verdict d'un jury populaire. Mais il est impossible d'expliquer à la télévision le fonctionnement de la machine judiciaire française, les problèmes du monde pénitentiaire ou les questions de procédure pénale en trois ou sept minutes, temps imparti à l'invité du 20 heures. De sorte que les Français entendent et voient de plus en plus d'affaires de justice sans rien apprendre sur les mécanismes de la justice en France. D'où l'humanitaire, d'où aussi le retour du corps sur le devant de la scène, mais non le double corps du roi, car le corps juridique disparaît au bénéfice du corps physique. Il y a là une réduction du « symbole » à l'« indice » dont je ne vois pas l'issue. L'État recule devant la société civile, comme l'argument devant l'effusion, la loi devant la coutume, l'un devant le multiple. Les nouvelles technologies poussent à la féodalisation de la République comme de l'Europe entière. Dans le tiers monde, Dieu revient par les ordinateurs. Étrange tête-à-queue de l'Ancien et du Moderne.

L'image et l'imagination

M. F. – J'ai été frappé en lisant votre livre, Régis Debray, par une bizarrerie. En partant des principes que vous avez formulés, vous aboutissez en effet à des conclusions à la fois résignées et indignées. On voit bien comment vous êtes conduit à la résignation. On voit moins pourquoi vous êtes indigné, sauf à faire intervenir des considérations subjectives que votre propre système exclut ou même condamne comme archaïques et dépassées. Cette contradiction ne remet-elle pas en cause les principes sur lesquels vous édifiez votre « médiologie » ? Je me contenterai d'énoncer deux de ces principes. D'abord votre notion d'« image ». C'est un peu un mot valise, comme celui de « culture », qu'il m'est arrivé de critiquer et pour les mêmes raisons. Il recouvre aussi bien l'« image » de l'homme politique que les chefs-d'œuvre de l'histoire de l'art, les icônes byzantines du Louvre ou les apparitions numérisées sur nos écrans vidéo. Tout le champ visuel du citoyen français actuel, en somme. D'autre part, vous posez une antithèse radicale entre verbe et image, entre le logocentrisme occidental traditionnel et un iconocentrisme qui l'aurait enfin remplacé.

Avec ces deux points de départ, vous vous faites le théoricien d'une « vidéosphère » moderne que vous ne vous contentez pas de décrire : vous la légitimez. Elle nous libérerait, selon vous, de la tyrannie traditionnelle du *logos*. Elle manifesterait une mutation positive, radicale, en faveur de l'image.

Régis Debray
 Marc Fumaroli
 Dictature de l'image?

Toute l'histoire de l'art n'en aurait été que la préhistoire. À cet égard, vous avez un chapitre sur la Grèce qui est bien caractéristique. Vous dites qu'il n'y avait pas d'art grec car, la métaphysique grecque étant logocentrique, les Grecs n'avaient pas de discours sur l'art, et donc pas d'art. L'ennui est que les Grecs avaient un art, et que leur art est la référence de toute l'histoire de l'art européenne. Phidias passe pour avoir répondu aux Athéniens qui lui demandaient quel modèle il avait imité pour sculpter son Zeus : « J'ai lu Homère. » Voilà un logocentrisme d'artiste qui ne fait aucun obstacle à l'art.

Vous êtes moins sévère pour les Byzantins. Sous le beau titre « Le génie du christianisme », vous évoquez les sept siècles d'iconoclasme et le triomphe final d'une théologie de l'icône, qui accorde à celle-ci un statut de participation à l'être divin qu'elle représente, une présence, dirait Yves Bonnefoy, et pas seulement une représentation mimétique du sensible. La théologie byzantine étant imprégnée de néo-platonisme, il faut supposer que même le logocentrisme de Platon, s'il est susceptible d'une interprétation iconoclaste (par son mépris de la mimésis du sensible, impuissante à refléter le divin), peut aussi soutenir une iconodolie et une iconophilie, dès que l'on reconnaît à l'âme, avec Platon lui-même, avec Plotin, la capacité de remonter du sensible à l'intelligible, et d'emprunter pour ce voyage le véhicule de l'imagination réminiscente. Marsile Ficin et la Renaissance italienne ont poursuivi dans ce sillage des Grecs. Michel-Ange, dans ses sonnets, parle d'une croissance de l'« *immagin' dentro* », de l'image en dedans. Alors comme aujourd'hui, il y a voir et voir. Il y a donc image et image. Un gouffre sépare le voir de l'intérieur, même les choses et les êtres sensibles, et le voir qui se borne à enregistrer le flux des apparences. Les techniques actuelles de l'image, selon leur pente propre, tendent à renforcer ce dernier mode du voir, que tout philosophe qui se respecte a toujours tenu pour aveuglement. Le voir intérieur et ses degrés relèvent d'une tout autre quête. Les degrés supérieurs – et les plus intérieurs – du voir ne trouvent de répondant dans l'histoire de l'art que chez les artistes les plus spirituellement accomplis.

Cela dit, il y a une querelle plus récente que vous n'évoquez pas, et qui me semble déterminante pour votre propos et le nôtre. Je veux dire la querelle des Anciens et des Modernes. Elle a un enjeu que nous avons eu tendance à négliger : le statut de l'imagination, et donc des arts plastiques, dans la connaissance. Les Modernes, ancêtres des encyclopédistes, des Idéologues et des positivistes, sont des adeptes de la « nouvelle science » de Descartes et de Newton. Pour eux, le monde est écrit en langage mathématique, et cette norme s'applique aussi aux faits moraux et humains. L'imagination, cette « maîtresse d'erreur et de fausseté », cesse pour eux d'être un mode de connaissance. Les Anciens du XVII^e et du XVIII^e siècle, en revanche, même s'ils ne se réclament plus du néo-platonisme, et même lorsqu'ils se livrent au fameux débat entre le dessin et la couleur, continuent de croire dans l'imagination, et dans sa capacité réminiscente de connaître la beauté harmonique du monde, avec le secours de ces deux grands auxiliaires que sont l'étude de la Nature et celle de l'Antiquité. Les Anciens qui goûtent l'Homère de Mme Dacier sont aussi les amis de Watteau. Ils héritent d'une tradition où l'antithèse entre le *logos* et l'icône, le Verbe et l'Image, n'est ni aussi tranchée ni aussi radicale que vous le dites. Ils sont les continuateurs de cet humanisme de la Renaissance pour lequel vous avez des mots très durs. Ils croient dans le « beau feu » de l'imagination, du songe, de la vision intérieure, commun au poète et à l'artiste plastique. Ils croient dans le pouvoir qu'ont les arts de faire communiquer l'esprit avec des universaux qui, tout en ressemblant au monde sensible, révèlent ce qui en celui-ci reste dispersé et voilé, sa beauté, sa musique, sa divine féerie, mais aussi sa vérité. Ils croient aussi que la poésie et les arts sont du côté de la paix, de la sagesse, de la joie, et qu'ils exercent dans le corps politique une influence bénéfique. Ces « amateurs » sont souvent aussi d'excellents banquiers, diplomates, hommes d'État. La vraie « vision » ne fait pas ouvrir l'œil seulement sur l'autre monde.

Ce statut cognitif de la *phantasia* est remis en question par le rationalisme mathématisant des Modernes, qui visent à unifier l'encyclopédie du savoir sur le modèle de la nouvelle physique. Les romantiques, dont les Anciens, amis d'Homère, sont les vrais ancêtres, ont cherché à sauver l'imagination. Le sort de la description littéraire, de la métaphore poétique, de la « fantaisie » plastique se joue dans cette querelle à tiroirs. Aujourd'hui, nous sommes dans une période assez sombre où les images fabriquées par la technique, multipliées par elle, diffusées par elle, répondent plus fallacieusement que n'avaient pu le faire les raisins d'Apelle, becquetés comme de vrais raisins par les oiseaux, à la mimésis que condamnent Platon et Pascal. Nous sommes comme jamais dans la caverne. C'est une caverne technico-médiatique. Ou pour parler avec l'Ecclésiaste : illusion, tout n'est qu'illusion ! La raison utilitaire et quantitative moderne, qui a voulu expulser complètement l'imagination, soutien archaïque et « primitif » de la croyance, a secrété en revanche un univers imaginé par les machines reproductrices. Cet univers plat se substitue au monde réel, et la rationalité elle-même s'y trouve comprimée, étouffée, aveuglée. Il faut aujourd'hui faire un immense voyage d'affranchissement intérieur pour revenir là où une fresque de Raphaël, une icône byzantine, une statue grecque ou, tout simplement, un visage, un geste retrouvent leur pouvoir, contagieux pour l'âme, de révélation. Encore n'est-ce possible, à mon sentiment, que si l'on a retrouvé au fond de soi-même le principe des émotions et des intuitions les plus délicates.

Et je ne dis rien du simple bon sens politique qui, lui aussi, demande aujourd'hui un effort de détachement plus difficile qu'il n'a jamais été. Au fond, les hommes ressemblent à ce qu'ils croient. Nous finissons par ressembler par accoutumance à l'image que nous projetent de nous-mêmes ces doubles privés d'arrière-plan et de secret dont nous abreuvons les machines. Ces doubles n'ont même plus la fidélité très relative de la photographie et du cinéma. Ils sont maintenant affectés par la combinatoire arbitraire dont sont capables sur leurs écrans les plus récents ordinateurs. Nous sommes devenus de grands brûlés de l'imagination, par excès d'images mécaniquement fabriquées et coupées de toutes les sèves vivantes de notre être, et d'abord de notre soif de vérité. Vous faites vous-même remarquer dans votre livre que cette « vidéosphère », qui par ailleurs vous semble une grande victoire sur le *logos*, est de plus en plus souvent le triomphe, non seulement de la duperie, mais de l'irrationnel le plus barbare. Vous notez un retour des phénomènes les plus inquiétants d'idolâtrie et de fanatisme liés aux techniques les plus avancées, un peu comme ces *cargo-cuits* étudiés par l'ethnologie américaine dans le Pacifique d'après-guerre. Ce n'est plus seulement la profondeur du monde, son étagement invitant à l'aventure intérieure, ses degrés de lumière qui disparaissent : les médiations littéraires et artistiques, les poèmes, les tableaux, les édifices, miroirs de cette profondeur et balises pour la réminiscence, ont cessé à leur tour d'exercer leurs bienfaisants relais. Nous évoquons tout à l'heure les effets politiques de cette situation irréaliste. Nous effleurons maintenant ses effets moraux, sur nous-mêmes, sur notre propre flore et faune intérieures. Je comprends les préoccupations des écologistes. Mais ce que j'ose appeler la nature humaine est aussi affectée que la Nature. À l'égard de ce péril, pourtant, il n'y a pas de signal de détresse aussi voyant que le naufrage de l'*Amoco Cadix* ! Tout ce que nous croyons, encore aujourd'hui, nous porte cependant à un naïf optimisme. L'atrophie et l'entropie, invisibles dans l'ordre de l'âme, nous sont masquées par le confort publicitaire le plus séduisant et rassurant qui soit. Chaque jour voit surgir un raffinement technique nouveau, qui promet du plaisir programmé et une libération d'effort. La mort est là sans doute, d'étranges épidémies, des foyers de guerre et de massacre prolifèrent. Mais nous sommes ailleurs, dans l'artifice bruyant, voyant, préfabriqué. Le confort technique, loin de nous préparer à rencontrer ces inconnus dans la maison, nous permet de les nier aussi longtemps

Régis Debray
 Marc Fumaroli
 Dictature de l'image?

qu'ils n'ont pas surgi. La tâche d'avenir, dans l'ordre de la pensée, comme dans celui de l'éducation, est de rendre à la vraie culture ces territoires désertifiés et assoiffés, que notre jeunesse porte cruellement en elle. On applaudit, mais on n'écoute pas les « intellectuels organiques » du complexe militaro-industriel-médiatique. Il faut réinventer en Europe, et pourquoi pas en France, une séduction plus irrésistible, un enchaînement de la pensée et de l'imagination plus poignant que la séduction planifiée par les industriels d'un imaginaire sans imagination et, en dépit de ses prétentions humanitaires, sans amour. Cela suppose une « gaie science » des lettres et des arts, une savante réminiscence, plutôt qu'une nouvelle science humaine plus ou moins à la gloire des médias mondialisés.

R. D. – Je tombe des nues. Votre bonne foi a été surprise et j'en veux à votre libraire qui a dû glisser malicieusement la jaquette de mon *Histoire du regard* sur la dernière production d'Alain Mine. Après tout, on ne lit personne, mais l'image qu'on s'en fait, encore elle. Seule la mort déterre les mots, les nettoie de leur bruit, j'attends donc mon enterrement avec impatience. C'est bien la première fois, en tout cas, qu'on m'accuse de glorifier les médias, moi qui passais plutôt pour leur détracteur professionnel. D'abord, je ne m'occupe pas plus des médias que Proust des madeleines. Les médias ne sont pas un objet théorique sérieux, et la médiologie tourne le dos aux discours ambiants sur la communication, terme qu'elle ignore résolument. Elle a pour objet les voies et moyens de l'efficacité symbolique. C'est une méditation longue sur les médiations et sur la technique, champ traditionnellement dédaigné par les sciences humaines. Elle regarde vers Leroi-Gourhan, non vers Mc Luhan. Cela dit, l'idée directrice de mon livre est bien qu'il n'y a pas d'image en soi, que ce mot valise est un leurre abstrait, qu'il faut retrouver la discontinuité secrète du temps des images en l'éclairant par la variété de ses usages et de ses fonctions. Mais le français est ici une langue pauvre, il n'a qu'un seul mot là où les Grecs anciens en avaient une quinzaine, où les Japonais en ont une dizaine, pour distinguer l'image mentale, l'image onirique, l'image sacrée, l'image gravée, peinte, l'image peinte reproduite mécaniquement, l'image photographique, cinématographique, électronique, numérique et, ajouterais-je, l'image poétique ou littéraire. Ce fourre-tout, aussi dangereux que le fourre-tout « art », occulte précisément des ruptures de nature dans l'image elle-même, entre trois grands moments qui bouleversent à chaque fois un régime de pensée : l'image comme idole, fenêtre sur l'invisible, l'image d'art, fenêtre sur la nature, et l'image comme « visuel », renvoi de l'image sur elle-même. Ma description de cette vidéosphère est si peu « légitimante » que j'en appelle à un retour au symbolique, au langage et à l'invisible. Je suis donc bien loin de voir dans la catégorie « image » un grand filet à attraper toutes espèces de poissons, et encore moins à chanter une quelconque victoire sur le *logos*. *Vie et mort de l'image* peut induire, il est vrai, la confusion que vous déplorez. Il m'a semblé propre à évoquer la construction en spirale du temps figuratif, où l'on va du symbolique à l'analogique, de l'abstrait allusif au décalque descriptif, avec épuisement naturaliste sur la fin. Ce qui se constate dans la préhistoire, le cycle hellénique, le cycle chrétien et, maintenant, moderne. Mais c'est peut-être un mauvais titre s'il prête à cet aplatissement que vous craignez.

Aurais-je établi une opposition trop nette entre le *logos* et le visible ? Il est vrai qu'à mon sens il y a dans la transmission chrétienne et dans l'usage du Christ comme médiation avec Dieu deux lignes récurrentes, et même concurrentes, quoique complémentaires : une ligne Verbe et une ligne Chair, le catholicisme plus familier avec celle-ci, le protestantisme avec celle-là. Autrement dit, une médiation scripturaire et une médiation plus magique, la première supportant une tradition herméneutique, la seconde une tradition charismatique. Et je crois que nous sommes en voie de passer de la ligne Verbe, avec la graphosphère, à la ligne Chair avec la vidéosphère. Quant au logocentrisme, je crains

qu'effectivement nous n'y ayons cédé philosophiquement. Toutes les approches qui confondent visible et lisible, qui transforment l'émotion visuelle en processus discursif, sans prendre acte que toute image dérouté la lecture, donne le sentiment d'un logocentrisme têtue, ou d'un intellectualisme persistant, si vous préférez. Il va nous en coûter si nous voulons briser avec cette paresse. Pour en revenir à l'icône, qui n'est pas l'eucharistie car dans l'eucharistie il y a transsubstantiation...

M. F. – Mais il y a une analogie profonde.

R. D. – C'est pourquoi je l'ai rangée dans la catégorie des idoles, l'icône fait signe vers l'invisible, mais elle fait signe vers un prototype extérieur à sa matérialité.

M. F. – C'est une participation. Toute la thèse de l'iconodulie, de l'iconophilie suppose que l'icône, élaborée dans des conditions très précises, théologiques et liturgiques, participe du divin. C'est ce qui explique qu'elle puisse être l'objet d'une certaine forme de culte et l'objet de prières.

R. D. – Culte de dulie, non pas de latrie...

M.F. – À cela près que le symbole de la croix, par exemple, est à ce point identifié au Christ qu'il peut être légitimement l'objet d'un culte de latrie. Et on en arrive même au XVI^e siècle à cette extraordinaire situation où des réformés iconoclastes détruisent les croix, considérant qu'il y a là une forme d'idolâtrie. Et à juste titre, de leur point de vue : dans la théologie catholique de l'image, la croix n'est pas une image comme les autres, ce n'est pas une icône parmi d'autres, elle participe pleinement de la réalité christique et doit être adorée comme on adore l'eucharistie.

Ce qui me gêne le plus dans votre opposition entre le *logos* et l'icône n'est pas là. Je voudrais suggérer ceci. C'est que le tableau, la statue, l'icône sont silencieux. Il y a toujours eu dans la tradition occidentale, que ce soit celle de la philosophie antique ou des différentes spiritualités chrétiennes, une remarquable pensée du silence comme moment de la contemplation ou de la participation à la vraie réalité, à tout le moins de recul bienfaisant pour l'esprit par rapport à la vie active, à la vie empirique et tâtonnante. Or nous connaissons un domaine de la parole où cette imagination silencieuse a une place très importante, et cela d'abord dans la Bible – car à mon avis vous êtes un peu cruel pour la tradition hébraïque –, c'est la prière. Dans la prière hébraïque, dans les Psaumes, dans la Sagesse, dans le Cantique des Cantiques nous trouvons une richesse d'images admirable, et qui a nourri de façon continue toute l'iconographie de l'art européen. Ce sont des images intérieures, barreaux d'une échelle qui conduit à la vraie réalité. S'il n'y a pas eu, ou rarement, une peinture, une sculpture, un art plastique hébraïques, c'est que les circonstances historiques ne s'y sont pas prêtées. Il se trouve qu'au XX^e siècle nous avons vu apparaître de grands artistes juifs, à commencer par Chagall, et Chagall est d'abord un artiste biblique. Il s'appuie sur le texte de la Bible et sur ses développements hassidiques pour inventer un monde plastique. Il est tout naturel qu'en Israël on ait donné à Chagall le rang de peintre national. Je vous renvoie là-dessus à l'étude qu'a publiée mon ami Avigdor Arikha, dans son très beau livre intitulé *Peinture et Regard*, sur le lien entre la spiritualité biblique et la possibilité pour quelqu'un qui est pénétré de cette tradition religieuse de devenir peintre ou plasticien. Mais pour en rester à la tradition gréco-latine chrétienne de l'Europe, cet espace contemplatif, où l'image littéraire, l'image poétique et l'image plastique se renvoient l'une à l'autre et se répondent, est véritablement la condition de possibilité et de légitimité des arts jusqu'en plein XX^e siècle, celui de Valéry et de Degas. Mais elle suppose des spectateurs contemplatifs et qui croient aux vertus de la contemplation pour elle-même, même s'ils sont agnostiques.

Or, aujourd'hui, nous sommes envahis d'images gloutonnes qui prétendent rendre compte du monde à elles seules, sans écho ni reflet dans des textes ou des œuvres d'un autre ordre qui pourraient leur

Régis Debray
 Marc Fumaroli
 Dictature de l'image?

apporter une confirmation réflexive. Ces images à deux dimensions, purement mimétiques et mécaniques, nous appauvrissent et nous ne sommes pas faits pour respirer, ni pour voir dans ce monde appauvri d'arrière-regard. Une éducation du regard est à réinventer : l'univers du regard est intérieur ; il exige une conversion ; on y entre et on y progresse. L'éducation littéraire, la fréquentation des philosophes et des mystiques, l'amitié avec les poètes nous aident à comprendre où nous conduisent les peintres, où nous conduisent les sculpteurs, où nous conduisent les architectes. C'est le principe même de l'architecture que de donner accès à un ordre du monde, à une harmonie qui nous contient et qui nous libère. Paris aujourd'hui encore, dans ses parties intactes, conserve ce pouvoir d'ouvrir les yeux et le cœur. J'exprime une vue marquée peut-être par mon expérience de la Renaissance et des siècles qui l'ont suivie, mais je la crois assez heureusement confirmée par ce que je sais de la littérature et des arts au XIX^e siècle. Une œuvre comme celle de Théophile Gautier, par exemple, grâce à cette merveilleuse correspondance parisienne qu'elle sait orchestrer entre la peinture, la danse, la poésie, la musique et l'intelligence du cœur donne véritablement l'équivalent de ce qu'a pu être un temple de Louxor, un temple grec, une cathédrale gothique. C'est cela que nous avons perdu ou que nous sommes menacés de perdre, et c'est cela que nous devons, sans tomber pour autant dans un antirationalisme ridicule et redoutable, essayer de reconstituer et de reconstruire, afin de rendre à la pensée une respiration et un paysage. Une tâche d'humanités retrouvées qui vaut bien la tristesse du pur constat. Je conteste la conception que vous vous faites de l'intellectuel, cette attitude observatrice, assez intimidée, en fin de compte, devant le diktat d'une prétendue histoire mondiale en marche. Je crois qu'il faut voir plus loin et de plus loin pour jouer un rôle même modeste, de réorientation et de résistance. Sinon, il ne reste plus qu'à couler dans l'Atlantique avec le *Titanic*.

R. D. – Je ne peux qu'abonder dans votre sens pour tout ce qui touche à l'éducation littéraire du regard. En dépit des efforts plutôt laborieux de la sémiologie pour logiciser les images analogiques sur le modèle des langues et des codes, je tiens et maintiens que l'image visuelle n'est pas un fait de discours. Et cependant, vous avez raison, une culture d'images ne dispense pas du discours, elle le suppose. Un tableau comme un plan de film ne nous donnent que ce qu'on est capable d'y mettre. C'est seulement quand on dispose des noms de couleurs que nous distinguons clairement entre l'émeraude, l'olive, le vert bouteille, le vert Véronèse, etc. Cette gamme linguistique nous donne la gamme chromatique du vert. La palette passe par le dictionnaire, et l'œil s'éduque par les mots. D'ailleurs, les meilleurs cinéphiles sont des littéraires, comme les grands critiques d'art étaient poètes. Ce point est capital pour l'avenir de l'école. Si on n'apprend pas d'abord aux enfants à lire et à écrire, on ne leur apprendra pas à voir. Quant à la richesse imaginative de la tradition hébraïque, il me semble qu'elle est métaphorique. La culture juive n'a rien d'équivalent dans l'ordre figuratif à sa fécondité, à sa génialité philosophiques et littéraires. Qu'il ait fallu attendre le XX^e siècle pour voir apparaître un Chagall le dit assez. Si j'ai insisté à l'excès sur le scandale catholique, la rupture chrétienne, essentiellement byzantine, par rapport à l'iconoclasme monothéiste, c'est que je suis toujours surpris devant l'originalité, le paradoxe d'un monothéisme iconodule. De votre côté, peut-être sous-estimez-vous les interdits mosaïques...

M. F. – Il ne faut pas, je crois, confondre la loi et la prière. Il y a une prière juive et une loi juive, elles sont en correspondance, mais non du même ordre. Il y a heureusement une grande prière hébraïque et, avec elle, d'admirables récits, une épopée d'une richesse et d'une énergie visuelles remarquables. Même les rhéteurs grecs ont admiré la capacité des narrateurs bibliques de faire voir les actions, les passions, les bizarreries de l'humanité dans sa conduite ordinaire, mais dans une lumière visionnaire qui

vient du dedans. Ces « peintures » valent celles des meilleurs poètes et romanciers profanes. Elles ont inspiré des siècles d'art chrétien.

R. D. – Oui, le texte fonde et légitime la figure, tout au long de la logosphère. Le vu s'encastre dans le lu, depuis la céramique grecque jusqu'au retable médiéval. Mais connaissez-vous alors, au sens propre et non métaphorique, une figuration juive, à part quelques enluminures et Doura-Europos ?

M. F. – Ce n'est pas si mal, cette synagogue exceptionnelle du III^e siècle ! L'un des textes bibliques les plus proches de la sensibilité gréco-latine et chrétienne est l'Ecclésiaste. Nous savons qu'il a été rédigé par un juif vivant à Antioche en contact avec une communauté épicurienne. De nombreux thèmes épicuriens sont passés dans l'Ecclésiaste. C'est un texte dont la profondeur est inséparable du pouvoir de ses « images intérieures ». Qui sait si, sans la dispersion de la communauté juive d'Antioche, celui qui l'a écrit n'aurait été l'ancêtre d'un peintre ? Ce qui a manqué à la peinture juive, c'est l'extension de ce qui s'est passé à Alexandrie où la rencontre entre théologie biblique et philosophie grecque a eu lieu. Il a donc été réservé aux chrétiens de « peindre » la Bible. Plutôt qu'une fatalité inscrite dans le Décalogue, j'y vois un accident historique. On attribue au Dieu de la Bible une impossibilité de l'image qui n'est même pas complètement vérifiée dans l'autre tradition monothéiste, la tradition islamique. En Inde, celle-ci a accueilli un des plus beaux épanouissements de la peinture, les miniatures mogholes. Je suis donc frappé par le génie visuel des textes bibliques comme, en général, de toute littérature orientale, et j'y vois la possibilité latente, accomplie ou non, selon les temps et les lieux, d'arts plastiques. En Europe latine, nous avons bénéficié à la fois de la tradition biblique et du legs philosophique et artistique des Grecs et des Latins : c'est une faveur dont il y a lieu de se réjouir sans gloire.

R. D. – L'art moghol s'explique par l'Inde et la Perse, dont il marque le croisement, non par l'Islam. En fait, il y a entre nous un malentendu. Par image, vous entendez imagination, et moi, perception. Vous parlez littérature, je parle plastique. Notre base documentaire n'est donc pas la même. Je m'en tiens ici aux images matérielles, aux artefacts des « imagiers », non aux évocations des poètes et des prophètes.

M. F. – Mais peut-on parler d'image sans parler d'imagination ? Si vous le faites, la déclivité entre l'image dégradée et l'image visionnaire n'apparaît plus.

R. D. – Il est vrai qu'on ne peut séparer l'image matérielle d'un paysage culturel, d'un contexte de psychologie historique – ce que j'ai appelé le regard –, autrement dit d'un code symbolique qui modèle la perception physique. C'est exactement le propos de mon livre.

M. F. – Ce que vous sous-estimez, me semble-t-il, c'est la capacité dont la parole humaine dispose de *faire voir*, tant par des descriptions, des récits, des métaphores, que par des représentations plastiques. Cette capacité, qui est à l'origine de la littérature comme des arts plastiques, s'enracine dans le pouvoir d'imaginer intérieurement qui est inhérent à l'esprit humain, à des degrés différents sans doute, selon les individus, les temps et les lieux. Ce pouvoir d'imaginer – même les empiristes et les sensualistes l'admettent – n'est par rivé à la sensation immédiate. L'expérience sensorielle ne résume pas les images qui nous visitent. La mémoire ne se contente pas d'accumuler les sensations mémorisées : elle met celles-ci au service de ce que Vico a nommé des « universaux de l'imaginaire » et qui sont, autant que les concepts, des catégories du connaître. La littérature et les arts plastiques sont les déploiements de cette forme de connaissance, qui gouverne nos rapports intuitifs avec autrui, avec le monde, voire avec ce que les religions nomment anges ou démons, gardiens des divers étages de notre univers intérieur. Le songe (cette forme littéraire essentielle dans les littératures anciennes et au Moyen Âge : *La Divine Comédie* est un songe) et dans le songe, cette capacité qui est nôtre de voir plus et mieux que dans la vie et la vue éveillées, doivent être mis au centre de notre réflexion sur les rapports entre les arts

Régis Debray
 Marc Fumaroli
 Dictature de l'image?

plastiques et l'art littéraire. Les artistes et les écrivains n'ont jamais eu de doute quant à eux. Il faut les prendre au pied de la lettre quand ils parlent ensemble d'inspiration, de visite de la Muse, de révélation, d'illumination. Pourquoi prendrions-nous les chamans au sérieux et non pas nos poètes, nos peintres ? Mais même les philosophes, de Platon (dans l'*Ion*) à saint Thomas, de Ficin à Bergson, ont pris au sérieux ces confidences et la confirmation qu'elles recevaient dans les chefs-d'œuvre de la poésie et des arts. La notion grecque de *phantasia*, dont il faudrait faire l'histoire sémantique depuis l'Antiquité, exprime fort bien cette attention réflexive aux phénomènes de connaissance imaginative. En résumant et simplifiant, on peut dire, je crois, que cette notion (si appauvrie dans le mot français *fantaisie*) surmonte la contradiction, au moins apparente, que l'on trouve dans les dialogues de Platon. D'un côté, la condamnation de l'image mimétique et de la technique qui est à même de la fabriquer ; de l'autre, la célébration de cette puissance dont dispose l'esprit de remonter vers les formes et de les contempler. La *phantasia* (chez les stoïciens, chez Cicéron qui traduit le mot grec par *imaginatio*) est un miroir du monde sensible, mais un miroir inventif, capable *défaire voir* l'intelligible à travers le sensible. La théologie chrétienne de l'Incarnation y a trouvé appui. Les notions, dangereusement affadies, du XVII^e et XVIII^e siècle (« belle Nature », « Beau idéal ») sont l'ultime avatar avant le romantisme de la théorie de la *phantasia* que l'abbé Du Bos en 1719 appelle « sixième sens », mais qui a eu des interprètes bien supérieurs au XV^e siècle, chez Ficin et Pico. Si les ethnologues confrontaient tous leurs témoignages, il en ressortirait que l'ensemble de l'humanité connue s'est toujours comportée comme si une certaine forme de *phantasia* était l'un de ses traits les plus distinctifs. C'est un « sondage » qui a son prix. La dévaluation de la connaissance imaginative, au profit d'un régime exclusivement dialectique et logique, est très récente et peu répandue. L'éducation méthodique de ce mode de connaissance (notamment les arts de mémoire) n'en a pas moins été abandonnée. Les romantiques se savaient, dans cet ordre, des autodidactes de génie. La vraie question n'est donc pas, à mes yeux, verbe ou image, mais ce qui est en amont du verbe et de l'image, le principe d'énergie et de connaissance visuelles qui les ont si longtemps portés, plus ou moins harmonieusement, et qui se trouve censuré si efficacement aujourd'hui. L'hypertrophie de l'imaginaire technique, loin d'être un « progrès » de l'humanité, ne serait-il pas l'instrument d'une véritable atrophie de notre naturel « fantastique » ?

R. D. – Très certainement. Rousseau le disait déjà : « Plus on voit, moins on imagine. » Et Char, magnifiquement. Bon. Vous m'avez repris sur le terme intellectuel. C'est que nous avons, là encore, un usage différent de ce mot. Il est à mes yeux l'antonyme de « savant » ou de « chercheur », quoique les deux puissent se retrouver dans le même individu. Il m'arrive souvent d'être un intellectuel, c'est-à-dire un homme engagé qui publie son opinion privée sur le cours des affaires publiques, mais dans un travail plus rationnel et qui se voudrait scientifique, je dois mettre entre parenthèses mes préférences et mes valeurs. Il y a donc un intellectuel Debray qui proteste contre l'État humanitaire et certaines formes d'État culturel, peut-être avec d'autres arguments que vous, mais avec les mêmes conclusions ; et il y a un mécanicien ou un chercheur qui essaie de comprendre comment fonctionnent nos machines de vision. J'essaie de respecter cette distinction entre connaissance et engagement. C'est pourquoi le citoyen n'apparaît qu'à la fin de mon livre, dans un lieu distinct. Là, je prends le parti de l'invisible, de toutes les valeurs que vous articulez justement sur le visible, et qui sont celles du visionnaire, de l'utopique, de la fantaisie, de la prière. Toutes valeurs très menacées par la première civilisation qui s'estime fondée par ses technologies à en croire ses yeux, et rien au-delà. D'où la nécessité de rappeler les droits du symbolique puisque c'est le non-représentable qui donne valeur aux choses représentées. Il s'agit bien de retrouver ces arrière-plans invisibles du visible, pour rendre à nos images saveur et force.

M. F. – Nous nous rejoignons sur cette ouverture finale, qui est celle aussi de votre livre. Celui-ci n'est heureusement pas un simple constat à la McLuhan ou à l'Attali, d'une « fin heureuse de l'Histoire » dans une communication universelle excitante et excitée. Il laisse entrevoir des ombres, il amorce une critique. Je crois que cette critique doit être poursuivie et approfondie, par d'autres voies et selon d'autres principes que les vôtres. Historiens de la philosophie, de l'art, des lettres, des sciences, orientalistes et ethnologues peuvent y concourir. Il nous faut réapprendre par nous-mêmes à imaginer, à rêver, à voir, et à nous dégager des simulacres qui nous tiennent lieu de ce sixième sens. Il faut donc apprendre à regarder sans fascination, dans leur ordre modeste, les images incapables de révéler le réel à notre place : ce ne sont que des pellicules du réel qui roulent et qui tombent, des sensations par procuration.

Le droit et l'histoire

La montée en puissance du droit s'affirme de plus en plus clairement comme l'une des évolutions fondamentales des sociétés contemporaines. Elle s'accompagne, comme il est normal, d'une réévaluation du poids de la dimension juridique dans le passé de nos sociétés et, notamment, dans la formation de la spécificité occidentale moderne. L'histoire du droit faisait figure jusqu'il y a peu de discipline aujourd'hui un nouveau lustre, illustré par des travaux remarquables, qui suscitent l'intérêt de tous ceux, historiens et philosophes aussi bien que juristes, qui se préoccupent de comprendre les racines de notre univers social et politique. C'est cet élargissement de la curiosité historique que le présent dossier voudrait refléter, en donnant à mesurer, au

contact des recherches les plus novatrices, les ressources et les incidences du « nouvel objet ».

La plupart des grandes strates du phénomène juridique considéré dans l'histoire longue de l'Occident sont représentées ici, depuis la source romaine jusqu'au droit public allemand du XIX^e siècle et ses suites chez les constitutionnalistes français. Yan Thomas examine la manière dont le droit romain pense les collectifs, en dehors de la « personne morale » élaborée par les canonistes du Moyen Âge, à partir de matériaux du droit romain. Jacques Krynen reprend la question classique du rôle des légistes et de leur droit dans la construction de l'État royal. Marie-France Renoux-Zagamé met en lumière chez Domat l'arrière-plan théologique de la rationalisation du droit à l'âge classique. Michael Stolleis éclaire le contexte *de la floraison de la « science de l'État » dans l'Allemagne impériale de la fin du XIX^e siècle. Science de l'État dont Michel Troper interroge la réception chez les juristes français de la III^e République.*

Deux réflexions d'ensemble complètent le dossier. Niklas Luhmann esquisse une analyse de l'histoire juridique moderne dans le cadre de sa théorie des systèmes et des paradoxes dont ils sont inséparables. Pierre Legendre revient enfin sur la nature même du droit, sur les fondements historiques de notre droit, sur son mode d'action et sur les graves incertitudes qui résultent de ses transformations actuelles.

Rédaction : Marcel Gauchet

Conseiller : Krzysztof Pomian

Réalisation, Secrétariat : Marie-Christine Regnier
Conception artistique : Jeanine Fricker

Éditions Gallimard : 5, rue Sébastien-Bottin, 75328 Paris Cedex 07. Téléphone : 49.54.42.00

Numéro **43** **Sur la Constitution**

Pierre Avril, Charles Debbasch, Michel Debré, Olivier Duhamel, Maurice Duverger, Edgar Faure, François Goguel, François Luchaire, Jacques Robert, Michel Troper

Laurent Cohen-Tanugi : qui a peur du Conseil constitutionnel ?

Le conseil constitutionnel et la démocratie : *Léo Hamon, Paul Thibaud*

Numéro **52** **La planète des sages**

Laurent Cohen-Tanugi : une doctrine pour la régulation

Nicolas Grabar : La commission des opérations de Bourse à la lumière de l'expérience américaine

Antoine Winckler : Conseil de la concurrence et concurrence des autorités

Gilles de Margerie : un nouveau type d'autorités

Numéro **55** *Georges Vedel* : neuf ans au conseil constitutionnel

Numéro **64** **Le droit contre la politique ?**

Michel Guénaire : La Constitution ou la fin de la politique

Louis Favoreu : De la démocratie à l'État de droit

Stéphane Rials : Entre artificialisme et idôlatrie.
Sur l'hésitation du constitutionnalisme

Dominique Rousseau : La Constitution ou la politique autrement

Michel Troper : Le droit, la raison et la politique